

# COUR SUPÉRIEURE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000410-072

DATE : 12 JUILLET 2012

---

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE DANIEL W. PAYETTE, J.C.S.**

---

**OPTION CONSOMMATEURS**

Représentante/Requérante

et

**GUILLAUME GIRARD**

Personne désignée

c.

**VIRGIN ATLANTIC AIRWAYS LTD**

Intimée

et

**BRITISH AIRWAYS PLC**

et

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

Mises en cause

et

**BELLEAU LAPOINTE**

Procureurs requérants

---

JUGEMENT

---

[1] Option Consommateurs (la « **Représentante** ») et Virgin Atlantic Airways Ltd (« **Virgin** ») demandent au Tribunal d'autoriser le recours collectif intenté par la

première contre la seconde et d'approuver la transaction qu'elles ont conclue à cet égard. Les procureurs de la Représentante demandent aussi l'approbation de leurs honoraires extrajudiciaires et déboursés.

### CONTEXTE PROCÉDURAL

[2] Le 3 août 2007, M. Guillaume Girard (« **Girard** »)<sup>1</sup> dépose une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif contre quatre compagnies aériennes, dont Virgin et British Airways PLC (« **British** »). Il y allègue que ces compagnies aériennes ont comploté de façon à fixer le prix d'une composante des tarifs régissant le prix de leurs billets pour l'ensemble de leurs vols réguliers long-courriers entre le mois d'août 2004 et le mois de février 2006 (les « **Billets** »), de manière à restreindre indûment la concurrence et à relever déraisonnablement le prix de ces Billets.

[3] Le 11 août 2009, le Tribunal autorise Girard à se désister contre deux des compagnies aériennes ne laissant que British et Virgin comme intimées.

[4] Le 2 septembre 2009, une requête amendée pour autorisation d'exercer un recours collectif est déposée. Outre la suppression des deux compagnies aériennes à l'égard desquelles il y a eu désistement, on y ajoute Option Consommateurs comme représentante. Girard devient la personne désignée et le recours est précisé. Cette requête sera réamendée le 9 décembre 2011 (la « **Requête** »).

[5] À ce moment, la Représentante informe le Tribunal :

- que British consent aux conclusions de la Requête;
- qu'elle a conclu une entente de principe avec Virgin pour régler le litige avec cette dernière.

[6] Le 12 décembre 2011, le Tribunal autorise l'exercice du recours collectif proposé contre British. La requête introductive d'instance contre elle est déposée le 26 avril 2012. L'audition de la requête en autorisation d'exercer un recours collectif contre Virgin est reportée d'abord au 12 mars 2012 puis au 18 juin 2012.

[7] Enfin, la requête en approbation de la transaction intervenue entre la Représentante et Virgin et des honoraires des procureurs de la Représentante est aussi entendue le 18 juin 2012 une fois les formalités nécessaires à sa présentation dûment complétées.

---

<sup>1</sup> L'utilisation des seuls noms de famille dans le présent jugement a pour but d'alléger le texte et l'on voudra bien n'y voir aucune discourtoisie à l'égard des personnes concernées.

**L'ENTENTE**

[8] Le contrat de transaction signé par les parties et leurs procureurs les 3, 11 et 12 avril 2012 (« l'Entente »)<sup>2</sup> prévoit qu'en contrepartie d'une quittance des membres du groupe, Virgin leur paie la somme de 200 000 \$ en capital, intérêts et frais<sup>3</sup>, et ce, 35 jours après le jugement approuvant la transaction sauf en cas d'appel de ce jugement<sup>4</sup>.

[9] L'Entente prévoit aussi que la Représentante recevra 15 000 \$ du montant de la transaction en paiement des coûts, du temps et des déboursés qu'elle a encourus pour la conduite du recours contre Virgin<sup>5</sup>. Après l'audition, la Représentante a informé le Tribunal qu'elle renonce à réclamer cette somme<sup>6</sup>. Celle-ci sera donc distribuée aux membres.

[10] L'Entente stipule que les frais judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les déboursés encourus par les procureurs de la Représentante « pour la conduite du recours collectif contre Virgin Atlantic et pour tous les services rendus à cet égard (...) »<sup>7</sup> seront prélevés à même le montant de la transaction.

[11] Enfin, l'Entente prévoit que la distribution aux membres n'aura lieu qu'à la première des dates suivantes, soit :

- la date fixée par le Tribunal;
- la date de la distribution du montant d'un jugement final contre British ou d'une transaction avec elle;
- le 1<sup>er</sup> février 2014;

pour et en autant que les formalités nécessaires aient été remplies<sup>8</sup>. Ce délai vise à ne procéder qu'à une seule distribution à l'issue du litige avec British vu la relative modicité du montant de la transaction eu égard au nombre de membres concernés.

**QUESTIONS EN LITIGE**

- A) Le recours collectif contre Virgin doit-il être autorisé?
- B) L'Entente doit-elle être approuvée?

<sup>2</sup> R-1.

<sup>3</sup> R-1, par. 7, 53.

<sup>4</sup> R-1, par. 1 x et par. 7.

<sup>5</sup> R-1, par. 43.

<sup>6</sup> Lettre des procureurs Belleau Lapointe datée du 19 juin 2012.

<sup>7</sup> R-1, par. 44 (version française).

<sup>8</sup> R-1, par. 48.

- C) Les honoraires et déboursés réclamés par les procureurs de la Représentante doivent-ils être approuvés?

### ANALYSE

#### **A) Le recours collectif contre Virgin doit-il être autorisé?**

[12] Sur une base théorique, la réponse à cette question s'impose. Pour que le Tribunal approuve une transaction, le recours collectif qu'elle vise à régler doit d'abord avoir été autorisé<sup>9</sup>. Ce qui fait débat est la question de savoir sur quelles bases et à quelles fins il doit l'être.

[13] Les uns, dont Virgin et la Représentante, suggèrent que lorsqu'une transaction intervient avant que le recours collectif ne soit autorisé, le Tribunal pourrait autoriser le recours à la seule fin de permettre que la transaction soit soumise à l'approbation du Tribunal, sans analyse au mérite des critères énoncés à l'article 1003 C.p.c., sauf peut-être celui prévu à l'alinéa d)<sup>10</sup>.

[14] Les autres sont d'opinion que le *Code de procédure civile* ne prévoit qu'une seule forme d'autorisation, que ses critères sont prévus à l'article 1003 C.p.c. et qu'ils s'appliquent de manière uniforme à toutes les situations donnant ouverture à l'exercice d'un recours collectif<sup>11</sup>.

[15] De l'avis du Tribunal, il est possible de réconcilier les deux points de vue.

[16] Certes, l'autorisation du recours collectif doit précéder l'approbation de la transaction puisque le recours n'existe pas avant d'avoir été approuvé.

[17] Par contre, rien ne s'oppose à ce que le Tribunal procède simultanément, bien que successivement, à l'autorisation du recours et à l'approbation de la transaction et qu'il tienne compte de celle-ci dans l'évaluation des critères de l'article 1003 C.p.c.<sup>12</sup>. Ainsi, les deux étapes procèdent distinctement tout en étant étroitement liées.

<sup>9</sup> *Demers c. Johnson & Johnson Corporation*, 2009 QCCS 4885.

<sup>10</sup> *Dorion c. Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska (Hôpital Honoré-Mercier)*, 2012 QCCS 727; *Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal c. Hoechst-Aktiengesellschaft*, J.E. 2002-380 (C.S.); *Pelletier c. Baxter Healthcare Corp.*, J.E. 98-1200 (C.S.); *Acef-Centre on Power c. Bristol-Myers Squidd*, [1995] J.Q. No. 1970 (C.S.); *Podmore c. Sunlife du Canada, compagnie d'assurance vie*, [1998] A.Q. No. 80 (C.S.); *Option Consommateurs c. Archers Daniels Midland Company*, [2000] J.Q. No. 7630 (C.S.); *Teixeira Paolo c. Tetravision et Bombardier Capital Itée*, [2001] n° AZ-50558575 (C.S.).

<sup>11</sup> Voir notamment *Demers c. Johnson & Johnson Corporation*, préc., note 9, par. 26-30; *Richer c. Banque Nationale du Canada*, 2010 QCCS 2142, par. 13-14; *Bisson c. Johnson & Johnson*, 2011 QCCS 3083, par. 58-66.

<sup>12</sup> *Demers c. Johnson & Johnson Corporation*, préc., note 9, par. 25.

[18] En somme, il s'agit d'appliquer de façon souple les critères de l'article 1003 C.p.c. au recours proposé, plus particulièrement celui énoncé à l'alinéa b), en fonction de la transaction soumise.

[19] Cela permet de répondre à ceux qui reprochent aux tenants de l'autorisation pro forma de ne pas discuter du niveau d'analyse nécessaire pour procéder à une telle autorisation<sup>13</sup> et d'éviter de prononcer des jugements destinés à ne produire aucun effet si la transaction n'est pas approuvée, comme le suggèrent les auteurs Dunbury et Martel<sup>14</sup>.

[20] Cela permet aussi d'éviter d'appliquer certains des critères de l'article 1003 C.p.c. sans appliquer les autres.

[21] Cela permet enfin de tenir compte de la finalité recherchée par les parties au stade même de l'autorisation, d'éviter l'injustice qui résulterait d'autoriser un recours collectif sans donner l'opportunité à l'intimé de s'y opposer parce qu'il s'attend à ce que la transaction proposée soit approuvée et de s'abstenir de déduire de ce silence des admissions qui ne sont consenties qu'en contrepartie du règlement intervenu entre les parties.

[22] Ainsi, si le Tribunal conclut que la transaction recherchée n'est pas justifiée eu égard au recours proposé, il pourra refuser l'autorisation recherchée.

[23] En l'espèce, et selon cette grille d'analyse, l'autorisation recherchée doit être accordée.

[24] Il convient de rappeler que le recours proposé contre British a été autorisé. Certes, la situation de Virgin n'est pas identique à celle de British, mais l'analyse des critères d'autorisation faite par le Tribunal à l'occasion de l'autorisation du recours contre cette dernière n'en demeure pas moins pertinente.

[25] Le recours proposé contre Virgin soulève des questions de droit et de fait identiques, similaires ou connexes pour les membres qui allèguent tous avoir été victimes d'un complot ourdi notamment par Virgin et British et en avoir subi un dommage en payant un prix supérieur pour les Billets.

[26] De même, les faits allégués paraissent justifier la transaction recherchée pour le recours proposé contre Virgin en fonction des faits allégués et de la preuve introduite tant en lien avec la Requête qu'en lien avec l'approbation de l'Entente.

<sup>13</sup> M.G. c. *Association Selwyn House*, 2009 QCCS 989, par. 45.

<sup>14</sup> Éric DUNBURY et Catherine MARTEL, « Les transactions et les mesures alternatives de règlement dans le cadre d'un recours collectif », dans *Développements récents en recours collectif*, Service de la formation continue du Barreau du Québec, 2010, *La Référence*, EYB 2010DEV1716.

[27] De surcroît, la composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.p.c. En effet, le groupe serait composé de plus de 40 000 membres<sup>15</sup> disséminés aux quatre coins du Québec, voire au-delà.

[28] Enfin, la Représentante est une association de consommateurs qui existe depuis de nombreuses années. S'intéressant activement à la protection des droits des consommateurs, elle s'implique notamment dans diverses instances, dont des instances judiciaires. Si cela ne permet pas, en soi, de conclure que le critère de l'alinéa d) de l'article 1003 C.p.c. est rencontré, son implication depuis qu'elle est partie au recours le permet. Ce critère est donc satisfait.

### **B) L'entente doit-elle être approuvée?**

[29] Comme l'indique le juge Alain dans *Bouchard c. Abitibi-Consolidated inc.*<sup>16</sup> :

[18] Le règlement amiable d'un litige est toujours une initiative encouragée et soutenue par les Tribunaux. C'est la volonté des parties d'éviter des coûts et les délais d'un procès qui est mis en œuvre par le règlement. Il s'en suit (sic) que les Tribunaux ne refuseront d'entériner une transaction que pour des motifs très graves. Par contre, le devoir d'entériner la transaction n'autorise pas le Tribunal à substituer son jugement à l'accord des parties. Généralement, une transaction, lorsque conclue, acquiert force de chose jugée entre les parties (2633 C.c.Q).

[30] Les critères devant guider un tribunal appelé à approuver une transaction sont connus. Ils sont énoncés notamment dans l'affaire *Pellemans c. Lacroix*<sup>17</sup>.

[31] Cela dit, comme le recours collectif contre British se poursuit, le Tribunal doit être prudent dans ses commentaires, notamment sur les chances de succès du recours contre Virgin pour ne pas préjudicier aux droits de la première.

[32] En l'espèce, considérant l'ensemble des éléments soumis au Tribunal et malgré le stade préliminaire où le règlement intervient, celui-ci paraît raisonnable tenant compte que tout règlement est le produit de compromis et qu'il ne doit pas être évalué à l'aune de la perfection<sup>18</sup>.

[33] À cet égard, il y a lieu de considérer que Virgin n'a pas opéré de vol à partir ou à destination du Canada. Si des membres ont payé un excédent pour les Billets, ce sera à British et non à Virgin.

[34] De plus, la transaction aura l'heur de simplifier l'administration du dossier, de raccourcir les délais et les frais inhérents à sa poursuite<sup>19</sup>.

<sup>15</sup> Affidavit de M. Edmond Rose, 17 mars 2012.

<sup>16</sup> J.E. 2004-1503, par. 18 (C.S.).

<sup>17</sup> 2011 QCCS 1345.

<sup>18</sup> *Jacques c. Pétroles Therrien inc.*, 2010 QCCS 5676, par. 113.

<sup>19</sup> *Bernèche c. Canada (Procureur général) (PGC)*, 2008 QCCS 2248, par. 15.

[35] De surcroît, l'entente est proposée par des procureurs d'expérience, ayant développé une expertise certaine en matière de recours collectifs en semblable matière, ce qui leur permet d'en évaluer la suffisance.

[36] De même, malgré un travail important effectué pour aviser les membres de l'Entente, aucun d'entre eux n'a fait valoir d'objection.

[37] Enfin, le contenu de l'Entente apparaît raisonnable considéré dans son ensemble, sans égard à certaines clauses problématiques ou inutiles en droit québécois<sup>20</sup> mais sans impact réel en l'espèce.

### **C) Les honoraires et déboursés des procureurs de la Représentante**

[38] L'Entente prévoit le paiement des honoraires et déboursés des procureurs de la Représentante à même le montant de la transaction tel que déterminé par le Tribunal<sup>21</sup>.

[39] En novembre 2011, la Représentante et ses procureurs ont conclu une convention d'honoraires<sup>22</sup>, laquelle prévoit ce qui suit :

2. le Représentant consent à ce qu'il soit retenu sur les argents perçus ou à percevoir pour et/ou au bénéfice du Représentant et des membres du groupe, s'il y a lieu, **a)** le montant des déboursés encourus par les procureurs aux fins du présent dossier (photocopies, interurbains, envois postaux, etc.) et **b)** des honoraires extrajudiciaires d'un montant égal au pourcentage ci-dessous de la somme perçue en relation au présent recours collectif, de quelque source que ce soit, par transaction et/ou à la suite d'un jugement, et ce, dès l'ouverture du présent dossier.

(...)

#### **2.2 Calcul des honoraires extrajudiciaires si la somme est perçue plus d'un an après le dépôt de la requête en autorisation, que le jugement d'autorisation ait été rendu ou non :**

20 % de la première tranche de 1 500 000 \$

15 % au-dessus de 1 500 000 \$

#### **2.3 Calcul des honoraires extrajudiciaires si la somme est perçue après un appel sur l'autorisation ou après le dépôt de la déclaration au mérite :**

25 % de toute somme perçue

<sup>20</sup> Voir à cet effet *Bisson c. Johnson & Johnson*, 2011 QCCS 3083, par. 46-57, 67-70; voir par exemple R-1, par. 31, 37, 43.

<sup>21</sup> R-1, par. 44.

<sup>22</sup> R-4.

[40] Les déboursés des procureurs de la Représentante s'élèvent à la somme de 4 243,47 \$. Ils ne sont pas remis en question.

[41] N'est pas non plus remise en question la validité de la convention d'honoraires<sup>23</sup>.

[42] Ce qui fait débat est le montant des honoraires extrajudiciaires. Les procureurs de la Représentante et celle-ci soutiennent qu'ils s'établissent à 25 % de la somme reçue en application de l'article 2.3 de la convention d'honoraires. Ils soumettent que la somme perçue en relation au recours collectif l'est « après le dépôt de la déclaration au mérite » (sic) soit après l'émission de la requête introductive d'instance.

[43] Avec respect et sans leur prêter quelque intention malveillante, le Tribunal ne peut convenir de cette interprétation.

[44] L'Entente ne règle que le recours à l'égard de Virgin. Le recours contre British se poursuit. Il s'agit de deux recours distincts, bien qu'initialement joints. Il suffit pour s'en convaincre de constater que le recours contre British a été autorisé le 12 décembre 2011 et qu'une requête introductive d'instance contre elle a été déposée le 26 avril 2012 alors que la requête en autorisation contre Virgin était reportée à une date ultérieure.

[45] Ainsi, aucune requête introductive d'instance n'a été ou ne sera déposée à l'égard de Virgin. Ce recours a donc été réglé avant le dépôt de la requête introductive d'instance.

[46] Compte tenu du délai écoulé depuis le dépôt de requête en autorisation, c'est l'article 2.2 de la convention d'honoraires qui s'applique et les procureurs ont droit à la somme de 40 000 \$ à titre d'honoraires extrajudiciaires.

[47] **POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[48] **ACCUEILLE** la requête;

[49] **AUTORISE** l'exercice d'un recours collectif contre Virgin Atlantic Airways Ltd;

[50] **ATTRIBUE** à Option Consommateurs le statut de représentante aux fins d'exercer ledit recours collectif pour le compte du groupe ci-après décrit :

Toute personne qui, entre le mois d'août 2004 et le mois de février 2006, a conclu au Québec un contrat de transport par vol régulier long-courrier opéré par British Airways PLC ou Virgin Atlantic Airways Ltd ou des personnes qui leur sont liées et dont l'origine et la destination finale est située au Québec.

Toutefois, une personne morale de droit privé, une société ou une association n'est membre du groupe que si, en tout temps entre le 3 août 2006 et le 3 août 2007 elle comptait sous sa direction ou sous son contrôle au plus cinquante (50)

<sup>23</sup> Voir *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345, par. 47-65.



personnes liées à elle par contrat de travail, et qu'elle n'est pas liée avec la requérante.

[51] **DÉCLARE** que l'Entente jointe à ce jugement comme Annexe A dans son intégralité fait partie intégrante de ce jugement, liant toutes les parties et tous les membres qui y sont décrits;

[52] **DÉCLARE** que la version anglaise de l'Entente constitue l'Entente entre les parties, sur laquelle ces dernières se sont entendues, et que la version française n'en est qu'une traduction, de sorte qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la première doit primer sous réserve de ce qui suit;

[53] **DÉCLARE** que l'Entente est raisonnable, équitable, appropriée et dans le meilleur intérêt du groupe;

[54] **APPROUVE** l'Entente conclue entre les parties en règlement du présent recours;

[55] **DÉCLARE** que l'Entente constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec* liant toutes les parties et tous les membres visés par le règlement et **ORDONNE** aux parties de s'y conformer;

[56] **PREND ACTE** de la renonciation de la Représentante et des membres du groupe au bénéfice de la solidarité entre British Airways PLC et Virgin Atlantic Airways Ltd quant aux faits allégués à la requête réamendée pour autorisation d'exercer un recours collectif du 9 décembre 2011 et à toute obligation de Virgin Atlantic Airways Ltd en découlant, de quelque nature que ce soit;

[57] **DÉCLARE** que la Représentante et les membres du groupe ne pourront réclamer et recouvrer les dommages allégués à la requête réamendée pour autorisation d'exercer un recours collectif du 9 décembre 2011, y incluant tout dommage punitif et honoraire extrajudiciaire, de Virgin Atlantic Airways Ltd;


[58] **DÉCLARE** que tout recours en garantie, intervention forcée ou recours de même nature aux fins d'obtenir une contribution ou une indemnité de Virgin Atlantic Airways Ltd se rapportant à la requête introductive d'instance réamendée pour autorisation d'exercer un recours collectif du 9 décembre 2011 est irrecevable et non avenu dans le cadre du présent recours collectif;

[59] **APPROUVE** et **ÉTABLIT** les honoraires extrajudiciaires des procureurs requérants à 40 000 \$ plus taxes applicables;

[60] **APPROUVE** et **ÉTABLIT** les déboursés des procureurs requérants à 4 243,47 \$ plus taxes applicables;

[61] **ORDONNE** aux procureurs requérants de conserver le solde du montant du règlement en fidéicommiss jusqu'à jugement de ce Tribunal en ordonnant la distribution;

[62] **LE TOUT** sans frais.



---

DANIEL W. PAYETTE, J.C.S.

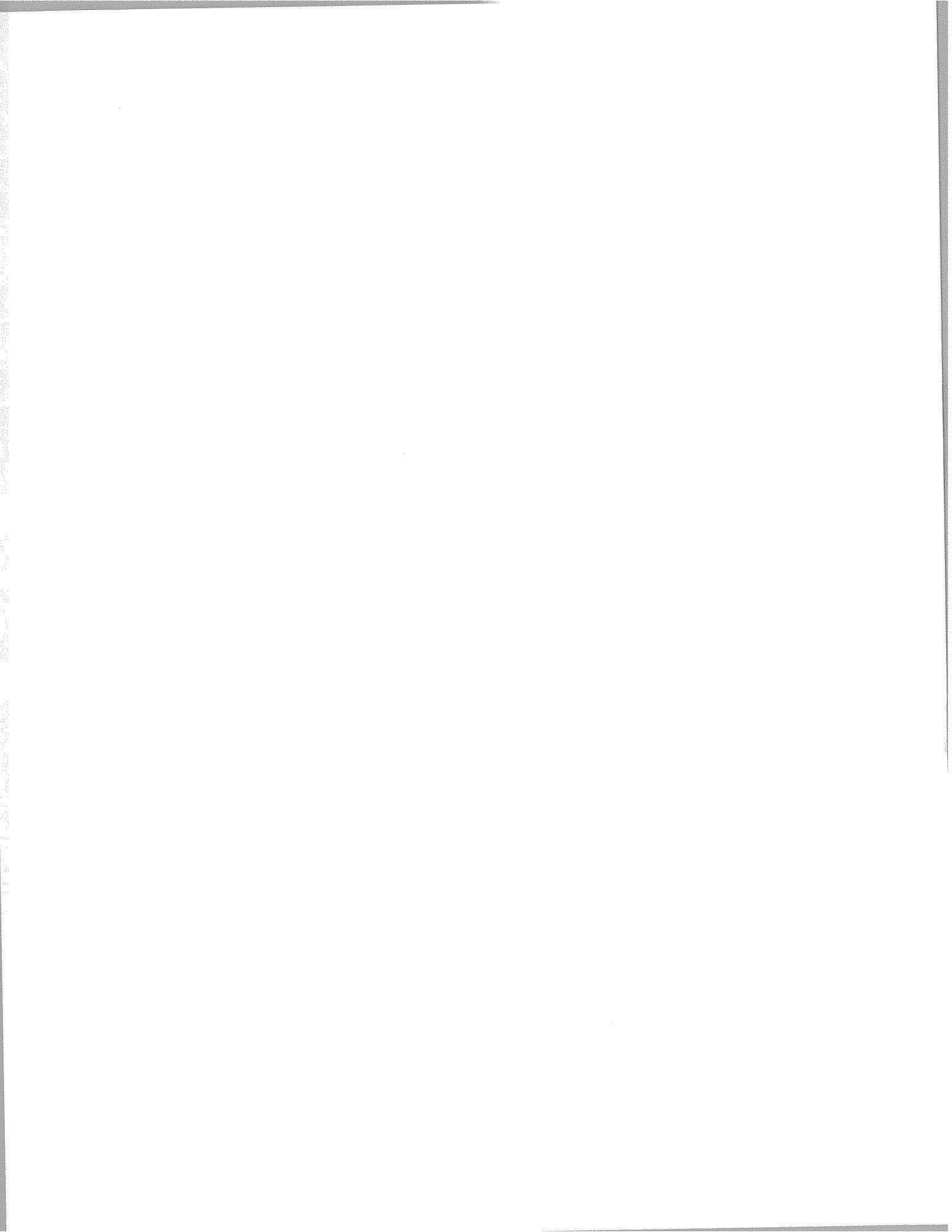
Me Maxime Nasr  
Me Daniel Belleau  
BELLEAU LAPOINTE  
Procureurs de la représentante/requérante, de la personne désignée et procureurs  
requérants

Me Tommy Tremblay  
Me Robert Charbonneau  
BORDEN LADNER GERVAIS  
Procureurs de la mise en cause British Airways PLC

Me Vincent de l'Étoile  
LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS  
Procureur de l'intimée

Date d'audience : 18 juin 2012

# **Annexe A**



CANADA

PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTREAL

NO: 500-06-000410-072

(Class Action Division)  
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

*Petitioner*

and

GUILLAUME GIRARD

*Designated person*

v.

VIRGIN ATLANTIC AIRWAYS LTD. *et al.*

*Respondents*

---

SETTLEMENT AGREEMENT

---

SOMMAIRE

*Par cette Convention de transaction, Option consommateurs et Virgin Atlantic désirent régler hors Cour, entre elles seulement, le recours collectif, le tout sans admission de faute par Virgin Atlantic et pour mettre un terme aux procédures judiciaires. Est membre du recours collectif toute personne qui, entre les mois d'août 2004 et février 2006, a acheté au Québec un billet d'avion pour un vol long-courrier opéré par Virgin Atlantic ou British Airways et dont l'origine ou la destination finale est située au Québec. En considération du paiement de la somme de CAN 200 000 \$ pour le bénéfice des membres du recours collectif et le remboursement de certains frais, Option consommateurs et les membres du recours collectif donnent quittance complète à Virgin Atlantic pour toute cause d'action découlant des circonstances du recours collectif. Cette Convention établit comment le montant du règlement sera payé et remis aux membres du recours collectif, l'étendue des conditions du règlement, la façon de s'exclure du recours collectif et la procédure d'approbation du règlement par le Tribunal. La Convention de transaction affecte les droits des Membres du groupe.*

SUMMARY

*By way of this Settlement Agreement, Option consommateurs and Virgin Atlantic are desirous to settle out of court this class action between them only, without any admission of wrongdoing by Virgin Atlantic and to put an end to the proceedings. A class member includes any person who, between the months of August 2004 and February 2006 purchased in Quebec a plane ticket for a long-haul flight operated by Virgin Atlantic or British Airways and for which the origin or the final destination is in Quebec. In consideration of the payment of an amount of CAN \$200,000, for the benefit of the class members and for the reimbursement of various costs, Option consommateurs and the class members grant a full release and discharge to Virgin Atlantic for all causes of action arising out of the matter alleged in the class action. This Agreement sets forth how the settlement amount will be paid and disbursed to the class members, the extent of the settlement benefits, the procedure to opt-out of the class action and the process by which the settlement will be approved by the Tribunal. This Settlement Agreement affects the rights of the Class Members.*

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTREAL

(Class Action Division)  
SUPERIOR COURT

---

NO: 500-06-000410-072

OPTION CONSOMMATEURS

*Petitioner*

and

GUILLAUME GIRARD

*Designated person*

v.

VIRGIN ATLANTIC AIRWAYS LTD. *et al.*

*Respondents*

---

SETTLEMENT AGREEMENT

---

I. PREAMBLE.....	3
II. DEFINITIONS.....	3
III. SCOPE AND EXTENT OF THE SETTLEMENT AGREEMENT.....	5
IV. SETTLEMENT AGREEMENT BENEFITS.....	6
I. Payment of the Settlement Amount.....	6
II. Interest.....	6
III. Taxes.....	6
IV. No Cooperation.....	7
V. PRE-APPROVAL OF THE SETTLEMENT AGREEMENT.....	7
VI. OPTING-OUT.....	8
VII. APPROVAL OF THE SETTLEMENT AGREEMENT.....	9
VIII. NON-APPROVAL OR TERMINATION OF THE SETTLEMENT AGREEMENT.....	10
IX. BAR ORDER.....	10
X. OPTION CONSOMMATEURS' FEES AND DISBURSEMENTS.....	11
XI. PAY OUT OF THE NET SETTLEMENT AMOUNT TO THE CLASS MEMBERS.....	11
XII. RELEASE AND DISCHARGE.....	12
XIII. NO PREJUDICE, NO ADMISSION, NO EVIDENCE.....	12
XIV. FINAL PROVISIONS.....	13

**I. PREAMBLE**

**WHEREAS** the Petitioner Option consommateurs and the Designated person Guillaume Girard Instituted a class action against the Respondents Virgin Atlantic Airways Ltd. and British Airways PLC before the Superior Court of Quebec, district of Montreal, in the court docket bearing number 500-06-000410-072;

**WHEREAS** Virgin Atlantic Airways Ltd. denies that its conduct alleged in the proceedings and the exhibits in its support engaged its liability under Canadian law or caused any harm to Class Members or anyone else;

**WHEREAS** Option consommateurs and Virgin Atlantic Airways Ltd. are desirous to enter into a settlement agreement to settle out of court the class action between them only;

**WHEREAS** Virgin Atlantic Airways Ltd. enters into this settlement agreement without any admission whatsoever and for the sole purpose of avoiding further judicial proceedings, and the trouble, inconvenience, nuisance and costs related thereto;

**IN CONSIDERATION OF THE FOREGOING, OPTION CONSOMMATEURS AND VIRGIN ATLANTIC AIRWAYS LTD. HERETO DO EACH RESPECTIVELY DECLARE AS FOLLOWS:**

**II. DEFINITIONS**

1. For the purpose of this Settlement Agreement only and unless stipulated otherwise, the following terms shall have the meaning ascribed to them below. Unless the context otherwise clearly indicates, words used in the singular include the plural and the plural includes the singular.
  - i. **"Account"**: A trust account at a Canadian bank doing business and having a branch in the Province of Quebec under the control of Counsel for Option consommateurs for the benefit of Class Members;
  - ii. **"Approval Hearing"**: The hearing presided by the Tribunal to approve the Settlement Agreement following the filing of a Motion in accordance with Article 1025 of the *Code of Civil Procedure* and with paragraphs 30 to 36 of the Settlement Agreement;
  - iii. **"Approval Judgment"**: The judgment to be rendered by the Tribunal approving the Settlement Agreement in accordance with paragraphs 30 to 36 of the Settlement Agreement;
  - iv. **"British Airways"**: The Respondent British Airways PLC;
  - v. **"Class Action"**: The class action instituted by Option consommateurs and the Designated person against Virgin Atlantic and British Airways before the Superior Court of Quebec, district of Montreal, in the court docket bearing number 500-06-000410-072;
  - vi. **"Class Members"**: The members of the class of the proposed Class Action as defined in the Motion for Authorization to Institute a Class Action, as amended from time to time, that is:

*[TRANSLATION] Any person who, between the months of August 2004 and February 2006 entered into an agreement in Quebec for air transportation for a*

long-haul flight operated by one of the Respondents [Virgin Atlantic or British Airways] or with persons with whom the Respondents are related and for which the origin or the final destination is in Quebec.

However, a legal person established for a private interest, a partnership or an association is not a class member unless, at any time between August 3, 2006, and August 3, 2007, it had under its direction or control no more than 50 persons bound to it by contract of employment and it is dealing at arm's length with the Petitioner."

"Toute personne qui, entre le mois d'août 2004 et le mois de février 2006, a conclu au Québec un contrat de transport par vol régulier long-courrier opéré par l'une des Intimées [Virgin Atlantic ou British Airways] ou des personnes qui leur sont liées et dont l'origine ou la destination finale est située au Québec."

Toutefois, une personne morale de droit privé, une société ou une association n'est membre du groupe que si, en tout temps entre le 3 août 2006 et le 3 août 2007 elle comptait sous sa direction ou sous son contrôle au plus cinquante (50) personnes liées à elle par contrat de travail et qu'elle n'est pas liée avec la Requérante."

- vii. "Counsel for Option consommateurs": Belleau Lapointe, L.L.P., and any other law firm that may represent *Option consommateurs* in the Class Action, if any;
- viii. "Counsel for Virgin Atlantic": Langlois Kronström Desjardins, L.L.P.;
- ix. "Designated person": Guillaume Girard;
- x. "Effective Date": The date that is thirty-five (35) days after the Approval Judgment has been rendered, except if an appeal of said judgment is duly constituted, in which case the execution of the Settlement Agreement will be suspended until a judgment approving the Settlement Agreement has become *res judicata*. In the event that the Tribunal refuses to approve the Settlement Agreement, the Effective Date will be the date on which such judgment will have been overruled by an appellate court further to the exercise of the right of appeal of a party, if such is the case;
- xi. "Fonds": The *Fonds d'aide aux recours collectifs*, as instituted by the *Act Respecting the Class Action*, R.S.Q., c. R-2.1;
- xii. "Net Settlement Amount": The amount to be remitted to the Class Members after the payment from the Settlement Amount of *Option consommateurs*' and Counsel for *Option consommateurs*' fees and disbursement in accordance with paragraphs 48 to 52 of the Settlement Agreement;
- xiii. "Non-Settling Defendant": British Airways or any Respondent and/or Defendant that may be impleaded in the Class Action, if any, and that is not Virgin Atlantic or someone that benefits from the Release and Discharge set forth at paragraph 53, its former and current officers, directors, mandataries, insurers, representatives, employees, holding companies, subsidiaries, parent corporations and/or affiliates;
- xiv. "Notice to the Class Members": The notice referred to at paragraph 20 of the Settlement Agreement and which seeks to inform the Class Members of the Settlement Agreement, the authorization of the Class Action against Virgin Atlantic



for settlement purposes only, the Approval Hearing and the process by which the Class Members can exercise their right to opt-out of the Class Action;

- xv. "Option consommateurs" : The Petitioner Option consommateurs;
- xvi. "Opt-Out Deadline": The date that is thirty (30) days after the publication of the Notice to the Class Members;
- xvii. "Pre-Approval Judgment": The judgment to be rendered by the Tribunal authorizing Option consommateurs to publish the Notice to the Class Members, in accordance with paragraphs 16 to 23 of the Settlement Agreement;
- xviii. "Release and Discharge": A full and final release and discharge from all manner of obligation, action, causes of action, suits, recourses, proceedings of whatever kind, claims or for any debts, sums of money, damages, judgments, executions, indemnity, costs, interest, loss or injury of every nature and any kind whatsoever and however arising that Option consommateurs and the Class Members had, have or may have in the future, arising directly or indirectly out of the allegations set out in the Class Action and the exhibits in its support thereof or in any way related to the pricing of the passenger air transportation fuel surcharge by Virgin Atlantic or British Airways for long-haul passenger flights sold in the Province of Quebec between the months of August, 2004, and February, 2006, for flights operated by Virgin Atlantic or British Airways or by persons with whom they are related;
- xix. "Settlement Agreement": This Settlement Agreement entered into by and between Option consommateurs and Virgin Atlantic by their respective duly authorized representatives and their respective attorneys of record;
- xx. "Settlement Amount": The amount of two hundred thousand Canadian dollars (CAN \$200,000.00) in capital, interest and costs, and inclusive of any and all applicable taxes, if any;
- xxi. "Tribunal": The Superior Court of Quebec for the district of Montreal, presided by the Honourable Daniel W. Payette, s.c.j., or any other judge that may be seized of the Class Action;
- xxii. "Virgin Atlantic" : The Respondent Virgin Atlantic Airways Ltd.;

### III. SCOPE AND EXTENT OF THE SETTLEMENT AGREEMENT

- 2. The preamble hereto forms an integral part hereof, as if recited at length herein. However, the "Sommaire" and "Summary" above are not part of the Settlement Agreement, have no legal effect and do not create any rights or obligations in favour of Option consommateurs, the Designated person, Virgin Atlantic or the Class Members.
- 3. By way of the Settlement Agreement, Option consommateurs and Virgin Atlantic are desirous to settle out of court the Class Action between them only in respect of all manner of obligation, action, causes of action, suits, recourses, proceedings of whatever kind, claims or for any debts, sums of money, damages, judgments, executions, indemnity, costs, interest, loss or injury of every nature and any kind whatsoever and however arising that Option consommateurs and the Class Members had, have or may have arising directly or indirectly out of the allegations set out in the Class Action and the exhibits in its

support thereof, the whole on the terms and conditions set out in this Settlement Agreement.

4. Option consommateurs and Virgin Atlantic acknowledge the burdens and expenses associated with prosecuting and defending the Class Action, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and Option consommateurs concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Class Members and provides them with substantial benefits.
5. The Settlement Agreement is conditional upon its entire approval by the Tribunal, failing which the Settlement Agreement will become null and void and will be deemed to have never existed and will not create any rights or obligations in favour of Option consommateurs, Virgin Atlantic or the Class Members.
6. Option consommateurs and Virgin Atlantic undertake to collaborate and use their best efforts to support the Settlement Agreement, as well as to make representations before the Tribunal in the course of the hearings with respect to the Issuance of the Pre-Approval Judgment and the Approval Judgment.

#### **IV. SETTLEMENT AGREEMENT BENEFITS**

##### **I. Payment of the Settlement Amount**

7. On the Effective Date, Virgin Atlantic will disburse the Settlement Amount to Counsel for Option consommateurs for deposit into the Account.
8. Other than the payment of the Settlement Amount, Virgin Atlantic shall have no obligation whatsoever, of any kind, pursuant to or in furtherance of the Settlement Agreement, except as otherwise provided herein.
9. Counsel for Option consommateurs shall maintain the Account as provided for in the Settlement Agreement until all of the monies in the Account have been paid out in accordance with the Settlement Agreement. Counsel for Option consommateurs shall not pay out all or part of the monies in the Account, except in accordance with the Settlement Agreement.

##### **II. Interest**

10. Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Account, if any, commencing as of the date it is paid to Counsel for Option consommateurs, shall accrue to the benefit of the Class Members and shall become and remain part of the Account until the payment of the Net Settlement Amount to the Class Members in accordance with paragraph 48 of the Settlement Agreement.

##### **III. Taxes**

11. All Canadian and Quebec taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be the responsibility of the Class Members. Counsel for Option consommateurs shall be responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Account.

12. Neither Virgin Atlantic nor Counsel for Virgin Atlantic shall have any responsibility whatsoever to make any filings relating to the Account, nor any responsibility to pay tax on any income earned by the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Account.

**IV. No Cooperation**

13. The sole factor in respect of the decision of Virgin Atlantic to enter into the Settlement Agreement is its desire to eliminate the nuisance, inconvenience, burden and the expenses associated with the Class Action.
14. It is understood and agreed that Virgin Atlantic will not cooperate whatsoever with Option consommateurs, the Designated person or Counsel for Option consommateurs in the prosecution of the Class Action against the Non-Settling Defendant.
15. Option consommateurs and Counsel for Option consommateurs undertake to employ reasonable efforts to obtain any information and/or documentation necessary for the conduct of the Class Action from sources other than Virgin Atlantic. Option consommateurs and Counsel for Option consommateurs also undertake to seek to compel any Virgin Atlantic representative to testify or request documentary disclosure from any Virgin Atlantic representative only if necessary, after having exhausted reasonable efforts to obtain the information, testimony and/or documentation sought from such representative from sources other than Virgin Atlantic.

**V. PRE-APPROVAL OF THE SETTLEMENT AGREEMENT**

16. Counsel for Option consommateurs will file in the court docket for the Class Action a Motion for Approval of the Notice to the Class Members.
17. The Motion for Approval of the Notice to the Class Members will seek the issuance of the Pre-Approval Judgment.
18. Other than the notice that will be published by Option consommateurs to inform the Class Members of the modalities of distribution of the Net Settlement Amount, the Notice to the Class Members will be the only notice to the Class Members with respect to the Settlement Agreement and, following the approval of the Settlement Agreement by the Tribunal, no notice in respect of the approval of the Settlement Agreement will be published or otherwise communicated to the Class Members.
19. Option consommateurs and Virgin Atlantic acknowledge that the Tribunal can modify the content of the Notice to the Class Members and its publication process, which shall not constitute a ground of termination of the Settlement Agreement, unless such a modification has the effect of significantly increasing the costs associated with the publication of the Notice to the Class Members or imposes upon Option consommateurs or Virgin Atlantic an obligation that is not otherwise contained in the Settlement Agreement.
20. The Notice to the Class Members will notably indicate:
  - a) The existence of the Class Action and the definition of the Class;
  - b) The existence of the Settlement Agreement and the fact that it will be submitted to the Tribunal for approval, specifying the date, place and time of the Approval Hearing;

- c) The Settlement Agreement benefits and the terms and conditions associated therewith;
  - d) The consequences and effects of the approval of the Settlement Agreement by the Tribunal;
  - e) The right of Class Members to opt-out of the Class Action and the right of Class Members to make representation during the Approval Hearing;
  - f) The fact that a notice will be published by Option consommateurs to inform the Class Members of the modalities of distribution of the Net Settlement Amount at a later time, and notwithstanding Articles 1025 and 1030 of the *Code of Civil Procedure*, the Notice to the Class Members will be the only notice to the Class Members with respect to the Settlement Agreement and, following the approval of the Settlement Agreement by the Tribunal, no other notice will be published or otherwise communicated to the Class Members in respect of the approval of the Settlement Agreement by the Tribunal;
21. The Notice to the Class Members will be published and communicated to the Class Members as determined by the Tribunal in the Pre-Approval Judgment and within thirty (30) days after the Pre-Approval Judgment.
22. The costs associated with the publication of the Notice to the Class Members will not be supported by Virgin Atlantic or by Counsel for Virgin Atlantic.
23. In the event that the Tribunal refuses to grant the Motion for Approval of the Notice to the Class Members or refuses to authorize the publication of the Notice to the Class Members unless substantial and significant modifications are required to it that impose upon Option consommateurs or Virgin Atlantic an obligation that is not otherwise included in the Settlement Agreement, the Settlement Agreement will become null and void and will be deemed to have never existed and will not create any rights or obligations in favour of Option consommateurs, the Designated person, Virgin Atlantic or the Class Members.
- VI. OPTING-OUT**
24. Class Members have the right to opt-out of the Class Action.
25. The exercise of the right to opt-out of the Class Action deprives the Class Members of the right to benefit from the Settlement Agreement and entails disqualification as a Class Member.
26. A Class Member who desires to exercise the right to opt-out of the Class Action must, obligatorily and before the Opt-Out Deadline, send by courier or certified mail to the Clerk of the Tribunal a written election to opt-out duly signed by the Class Member containing the following information :
- a) The court docket number for the Class Action;
  - b) The Class Member's full name, current address and telephone number;
  - c) A statement to the effect that the person wishes to opt-out from the Class Action;
27. A Class Member who desires to exercise his right to opt-out of the Class Action must obligatorily send his written election to opt-out to the following address:

Clerk of the Superior Court of Quebec  
MONTREAL COURT HOUSE  
1, Notre-Dame Street East  
Suite 1.120  
Montreal (Quebec) H2Y 1B5  
Court docket: 500-06-000373-064

28. The Class Members who will not have exercised the right to opt-out of the Class Action in accordance with the foregoing before the Opt-Out Deadline will be irrevocably deemed to have chosen to participate in the Settlement Agreement and will be bound by the Settlement Agreement following its approval by the Tribunal and by any subsequent judgment or order of the Tribunal in furtherance of the Settlement Agreement, if any.
29. This Settlement Agreement or any act performed or document executed pursuant to or in furtherance of the Settlement Agreement is not or may not be deemed, construed or interpreted as a renunciation or a waiver by Virgin Atlantic of any right or ground of defence against any action, causes of action, suits, recourses, proceedings of whatever kind of a person that has opted-out of the Class Action.

#### VII. APPROVAL OF THE SETTLEMENT AGREEMENT

30. Following publication of the Notice to the Class Members and no later than 14 days before the Approval Hearing, Counsel for Option consommateurs will file in the court docket for the Class Action a Motion for Approval of the Settlement Agreement and for Authorization to Institute a Class Action against Virgin Atlantic for Settlement Purposes Only, which Motion must be satisfactory to Counsel for Virgin Atlantic.
31. Option consommateurs and Virgin Atlantic agree and consent to the authorization of the Class Action against Virgin Atlantic for settlement purposes only.
32. The Motion for Approval of the Settlement Agreement and for Authorization to Institute a Class Action against Virgin Atlantic for Settlement Purposes Only must be served by Counsel for Option consommateurs upon the Fonds in accordance with the *Code of Civil Procedure*, the *Act Respecting the Class Action* and the *Rules of practice of the Superior Court of Québec in Civil Matters* in a timely fashion before the Approval Hearing.
33. During the hearing of the Motion for Approval of the Settlement Agreement and for Authorization to Institute a Class Action against Virgin Atlantic for Settlement Purposes Only, Counsel for Option consommateurs and Counsel for Virgin Atlantic will make joint representation before the Tribunal to seek the authorization of the Class Action against Virgin Atlantic for settlement purposes only and for the issuance of the Approval Judgment.
34. The Approval Hearing shall not take place before the expiry of a forty (40) day delay following publication of the Notice to the Class Members.
35. During the Approval Hearing, Class Members will have the right to present their arguments to the Tribunal with respect to the Settlement Agreement, if any, in accordance with Article 1025 of the *Code of Civil Procedure*.
36. In the event that the Tribunal refuses to grant the Motion for Approval of the Settlement Agreement and for Authorization to Institute a Class Action against Virgin Atlantic for Settlement Purposes Only or refuses to approve the Settlement Agreement, the

Settlement Agreement will become null and void and shall be deemed to have never existed and will not create any rights or obligations in favour of Option consommateurs, the Designated person, Virgin Atlantic or Class Members.

#### **VIII. NON-APPROVAL OR TERMINATION OF THE SETTLEMENT AGREEMENT**

37. In the event of the non-approval or a termination of the Settlement Agreement in accordance with paragraphs 5, 19, 23, 36 or 41 of the Settlement Agreement, any judgment authorizing the Class Action against Virgin Atlantic on the basis of the Settlement Agreement or any judgment approving the Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and Option consommateurs, Counsel for Option consommateurs, the Designated Person, the Non-Settling Defendant or any third party shall be estopped and barred from asserting otherwise.
38. In the event of the non-approval or a termination of the Settlement Agreement in accordance with paragraphs 5, 19, 23, 36 or 41 of the Settlement Agreement, the authorization of the Class Action against Virgin Atlantic, including the definition of the Class Members and the common issues pertaining to the Class Action, shall be without prejudice to any position that Option consommateurs and Virgin Atlantic may later take on any issue in the Class Action or any other litigation, if any.
39. Option consommateurs and Virgin Atlantic expressly reserve all of their respective rights if this Settlement Agreement is not approved by the Tribunal or is terminated in accordance with paragraphs 5, 19, 23, 36 or 41 of the Settlement Agreement, and Option consommateurs expressly acknowledges that it will not, in any way whatsoever, attempt to use the fact or existence of this Settlement Agreement as any form of admission whatsoever, including as an admission of liability, wrongdoing, or otherwise, of Virgin Atlantic.

#### **IX. BAR ORDER**

40. Option consommateurs and Virgin Atlantic shall seek an order from the Tribunal in the Approval Judgment providing for the following:
  - a) Option consommateurs and the Class Members expressly waive the benefit of solidarity between the Non-Settling Defendant and Virgin Atlantic with respect to the facts alleged in the Class Action and the obligations of Virgin Atlantic in relation thereto of any kind whatsoever and however arising;
  - b) Option consommateurs and the Class Members shall only be able to claim and recover any damages, including punitive damages and/or legal fees, attributable to the conduct alleged in the Class Action from the Non-Settling Defendant;
  - c) Any Action in Warranty, Forced intervention and/or similar action, to obtain any contribution or indemnity from Virgin Atlantic shall be inadmissible and void.
41. It is understood and agreed by Option consommateurs and Virgin Atlantic that the approval of the Settlement Agreement shall be conditional on the issuance of such an Order by the Tribunal, failing which the Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and Option consommateurs, Counsel for Option consommateurs, the Designated Person, the Non-Settling Defendant or any third party shall be estopped and barred from asserting otherwise.

42. Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim of Option consommateurs and the Class Members against any other person that is not Virgin Atlantic or does not benefit from the release and discharge contained in the paragraph 53 of the Settlement Agreement.

**X. OPTION CONSOMMATEURS' FEES AND DISBURSEMENTS**

43. Option consommateurs shall be paid an amount of fifteen thousand Canadian dollars (CAN \$15,000.00) from the Settlement Amount as a reimbursement of the costs, time and disbursements incurred for the conduct of the Class Action against Virgin Atlantic, as well as for the performance of the Settlement Agreement and to inform the Class Members in this regard.
44. Counsel for Option consommateurs shall be paid an amount from the Settlement Amount to be determined by the Tribunal as a payment of their judicial and extrajudicial fees and disbursements incurred for the conduct of the Class Action against Virgin Atlantic and all the services rendered in this regard from the Settlement Amount. This amount shall be determined by the Tribunal further to the filing by Counsel for Option consommateurs of a Motion to Approve the Payment of their Legal Fees, which Motion is to be considered by the Tribunal separately from the Tribunal's consideration of the fairness, reasonableness and adequacy of the Settlement Agreement.
45. The aforementioned fees and disbursement of Option consommateurs and Counsel for Option consommateurs may only be paid out of the Account after the Effective Date.
46. Other than the payment of the Settlement Amount, Virgin Atlantic shall have no obligation whatsoever and not be liable for any fees, disbursements or taxes, of any kind, of any of Option consommateurs or Counsel for Option consommateurs' experts, lawyers, advisors, agents or representatives.
47. Notwithstanding paragraphs 5, 19, 23 and 36 of the Settlement Agreement, the refusal by the Tribunal to approve the payment of Option consommateurs' fees and disbursements, Counsel for Option consommateurs' fees and disbursements and/or the reallocation or the diminution of any amount to be paid to both the latter in this regard by the Tribunal shall not be a ground of termination of the Settlement Agreement, which will remain valid and in force and effect notwithstanding any modification to paragraphs 43 to 46 of the Settlement Agreement.

**XI. PAY OUT OF THE NET SETTLEMENT AMOUNT TO THE CLASS MEMBERS**

48. Following the Effective Date and further to the payment of the Settlement Amount by Virgin Atlantic, Counsel for Option consommateurs shall pay out the Net Settlement Amount to the Class Members on the earliest of the following dates, or any other date that may be determined by the Tribunal, from time to time:
- a) The date on which an amount is disbursed to the Class Members following a condemnation against the Non-Settling Defendant further to a final judgment that has become *res judicata* or following any settlement or other dispute resolution with the Non-Settling Defendant, if any;
  - b) February 1, 2014;

49. The Net Settlement Amount shall be paid out to the Class Members further to the issuance of an order of the Tribunal to be obtained by Option consommateurs that will determine if the Net Settlement Amount shall be paid out to the Class Members in accordance with Articles 1033 or 1034 of the *Code of Civil Procedure*, given the circumstances at hand at that time and taking into consideration the best interests of the Class Members.
50. In the event that the Tribunal is of opinion that it cannot proceed, in whole or in part, to the liquidation of individual claims or that the distribution of an amount to each of the Class Members is impossible or too expensive, a portion or the entirety of the Net Settlement Amount that could not be individually liquidated or distributed to the Class Members shall be remitted to a charity or an organization which mission or purpose is related to the facts underlying the Class Action and could provide an indirect indemnity to the Class Members, taking into consideration their best interests.
51. Option consommateurs and Counsel for Option consommateurs undertake to remit to the Fonds the amount that will have been determined by the Tribunal in accordance with the *Act Respecting the Class Action*, R.S.Q., c. R-2.1, and the *Regulation respecting the percentage withheld by the Fonds d'aide aux recours collectifs*, R.R.Q., c. R-2.1, r. 2, if any.
52. The Net Settlement Amount that will be paid out to the Class Members shall be paid from the Account.

## **XII. RELEASE AND DISCHARGE**

53. Upon the Effective Date and in sole consideration of the payment of the Settlement Amount by Virgin Atlantic, Option consommateurs on its behalf and on behalf of Class Members, grants the Release and Discharge to Virgin Atlantic, its former and current officers, directors, mandataries, insurers, representatives, employees, holding companies, subsidiaries, parent corporations and affiliates.

## **XIII. NO PREJUDICE, NO ADMISSION, NO EVIDENCE**

54. The Settlement Agreement is entered into by Virgin Atlantic without any admission whatsoever, including any admission of wrong doing, and on a without prejudice basis, and for the sole purpose of avoiding further judicial proceedings, and the trouble, inconvenience, nuisance and costs related thereto.
55. The Settlement Agreement or any act performed or document executed pursuant to or in furtherance of the Settlement Agreement is not or may not be deemed, construed or interpreted to be and shall not be used as an admission of any violation of any law, or of any wrongdoing or liability by Virgin Atlantic, or the truth or any of the claims or allegations contained in the Class Action or the exhibits in its support.
56. The Settlement Agreement or any act performed or document executed pursuant to or in furtherance of the Settlement Agreement is not or may not be deemed, construed or interpreted to be and shall not be used as an admission by Virgin Atlantic that the claims or allegations contained in the Class Action or the exhibits in its support caused any harm to the Class Members or anyone else.
57. The Settlement Agreement or any act performed or document executed pursuant to or in furtherance of the Settlement Agreement shall not be referred to, offered as evidence in



any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement or by a court of justice having jurisdiction over the matter it is seized in this regard.

#### XIV. FINAL PROVISIONS

58. The Settlement Agreement constitutes the entire agreement between Option consommateurs and Virgin Atlantic and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of Option consommateurs and Virgin Atlantic will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of the Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.
59. The Settlement Agreement must be considered as whole and indivisible and all and each of its provisions are intrinsically linked and dependent on each other.
60. The Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of Option consommateurs and Virgin Atlantic and any such modification or amendment must be approved by the Tribunal should they occur after the publication of the Notice to the Class Members.
61. The Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws applicable within the Province of Quebec.
62. The Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or a scanned signature shall be deemed an original signature for the purposes of executing this Settlement Agreement.
63. Option consommateurs and Virgin Atlantic acknowledge that they have required and agreed that this Settlement Agreement be drafted in English. *Option consommateurs et Virgin Atlantic reconnaissent avoir requis et consenti à ce que la présente Convention de Transaction soit rédigée en anglais.*
64. The Settlement Agreement constitutes a transaction within the meaning of Article 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*.
65. Any costs to be incurred in connection to the Settlement Agreement that have not been expressly stipulated in the Settlement Agreement, if any, shall be supported by the party that incurred such costs and the reimbursement of such costs may not be claimed against any other party.
66. In case of discrepancies between the Notice to the Class Members and the Settlement Agreement, the Settlement Agreement shall prevail.
67. Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement.
68. Where the Settlement Agreement or an act to be executed in its furtherance requires a party to provide a notice or any other communication or document to another party and unless otherwise provided in this Settlement Agreement, such notice, communication or

document shall be provided by email, facsimile or courier to the representatives for the party to whom notice is being provided, as identified below:

To Counsel for Option consommateurs:

Mr. Maxime Nasr  
BELLEAU LAPOINTE, L.L.P.  
306, Place d'Youville  
Suite B-10  
Montreal (Quebec) H2Y 2B6  
Phone: 514 987-6672  
Fax: 514 987-6886  
Email: mnasr@belleaulapointe.com

To Counsel for Virgin Atlantic:

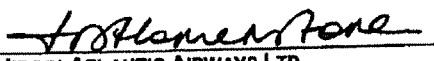
Mr. Dimitri Manlatis and  
Mr. Vincent de l'Etolle  
LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS, L.L.P.  
1002, Sherbrooke Street West  
Suite 2800  
Montreal (Quebec) H3A 3L6  
Phone: 514 842-9512  
Fax: 514 845-6573  
Email: dimitri.manlatis@lkd.ca  
Email: vincent.deletolle@lkd.ca

WHEREFORE OPTION CONSOMMATEURS, VIRGIN ATLANTIC, COUNSEL FOR OPTION CONSOMMATEURS AND COUNSEL FOR VIRGIN ATLANTIC HAVE SIGNED:

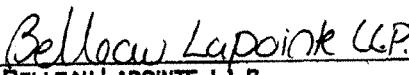
In Montreal this 7 day of Avril 2012

  
\_\_\_\_\_  
OPTION CONSOMMATEURS  
Petitioner - Plaintiff  
By: STEPHANIE POULIN

In CRAWLEY, this 3<sup>RD</sup> day of APRIL 2012

  
\_\_\_\_\_  
VIRGIN ATLANTIC AIRWAYS LTD.  
Respondent - Defendant  
By: D. HOMERSTONE

In Montreal, this 12 day of APRIL 2012

  
\_\_\_\_\_  
BELLEAU LAPOINTE, L.L.P.  
Counsel for Option consommateurs

In Montreal, this 3<sup>rd</sup> day of APRIL 2012

  
\_\_\_\_\_  
LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS, L.L.P.  
Counsel for Virgin Atlantic Airways Ltd.